



MARCHE N°2025-41

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins
contre la grippe saisonnière 2025-2026

Cahier des clauses administratives particulières

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version définitive approuvée le 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 1 sur 16

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 – MODALITES DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 7 – PENALITES DE RETARD	10
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	10
ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT ET DE PAIEMENT	11
ARTICLE 10 – NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES	13
ARTICLE 11 – PERSONNEL DU TITULAIRE	13
ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 13 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES	14
ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 15 - ASSURANCES	15
ARTICLE 16 – RESILIATION	15
ARTICLE 17- LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION	16
ARTICLE 18 - DEROGATION	16

PREAMBULE

**Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur :
Santé publique France, l'agence nationale de santé publique**

12 rue du Val d'Osne

TSA 50459

94415 Saint Maurice Cedex

Tel : 01 41 79 67 00

Etablissement public national à caractère administratif, créé par l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 et le décret n°2016-523 du 27 avril 2016.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché se décompose en plusieurs phases comprenant :

- la réservation d'une quantité de 1 million de doses de vaccins contre la grippe saisonnière 2025/2026 afin de sécuriser la mise à disposition de ces doses de vaccin antigrippal auprès des pharmacies d'officine et d'hôpital en cas de tensions d'approvisionnement et après distribution des doses de vaccins contre la grippe saisonnière précommandées pour les pharmacies ; la quantité totale de doses de vaccins (1 million de doses) devra être disponible **au plus tard le 15 décembre 2025**,
- la mobilisation des doses de vaccins le cas échéant formalisée par un DGS Urgent ; le titulaire devra organiser l'approvisionnement des destinataires finaux (officines de pharmacies et PUI des établissements de santé en métropole et Outre-Mer), selon les besoins que ces destinataires finaux seront amenés à exprimer en raison de tensions d'approvisionnement et dans la limite des doses réservées. Les doses ainsi sollicitées par les destinataires finaux directement auprès du laboratoire, selon un dispositif de prise de commande qu'il mettra en place, seront considérées comme des « doses commandées » propriété des destinataires après réception dont le titulaire devra assurer la mise à disposition, le cas échéant de manière progressive et sans rupture dans les meilleurs délais. Le cout d'acquisition et toutes les dépenses associées à la distribution sont à la charge des destinataires finaux. Les préconisations en termes d'allocation des doses et d'arbitrage dans un contexte de tension seront définies et encadrées par le Ministère chargé de la Santé et Santé publique France.
- la destruction des doses en statut pharmaceutique « disponible » non commandées par les destinataires finaux à la fin de la campagne 2025/2026.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra satisfaire les prestations définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le marché sont dans l'ordre de priorité décroissant :

1- L'acte d'engagement (ATTRI 1), signé par le pouvoir adjudicateur et le titulaire et son annexe :

- Annexe financière - partie forfaitaire et parties à bons de commande.

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 3 sur 16

2- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de Santé publique France fait foi.

3- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de Santé publique France fait foi.

4- La déclaration de respect d'engagement de la confidentialité.

5- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

6- L'offre technique du titulaire.

7- Les Bonnes Pratiques de Fabrication, conformément aux dispositions de la Directive 2003/94/CE de la Commission, du 8 octobre 2003, établissant les principes et lignes directrices de bonnes pratiques de fabrication concernant les médicaments à usage humain et les médicaments expérimentaux à usage humain.

8- Les Bonnes Pratiques de Distribution en Gros des médicaments prévus à l'article L.5121-5 du Code de la santé publique français.

9- Les bons de commande qui seront émis et notifiés au titulaire ultérieurement par Santé publique France, au fur et à mesure de ses besoins.

En cas de litige, seuls les originaux conservés par Santé publique France font foi.

En cas de différence ou de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les éventuelles dérogations au CCAG-FCS sont listées à l'article 18 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Le présent marché, constitué des documents contractuels énumérés à l'article ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés entre Santé publique France et le titulaire préalablement et postérieurement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans l'offre technique du titulaire, contraires aux dispositions du marché, ne sont pas opposables à Santé publique France. Aucune disposition spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de Santé publique France.

ARTICLE 3 – FORME DU MARCHE ET PROCEDURE DE PASSATION

Il s'agit d'un marché pour partie forfaitaire et pour partie à bons de commande conformément aux articles R2162-2, R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4-2° du code de la commande publique, le marché est conclu sans minimum et avec un maximum en quantité pour les prestations suivantes :

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 4 sur 16

Prestations selon les besoins	Quantités maximales
Réservation de capacités pour la mobilisation d'un stock de vaccin antigrippe	1 000 000 doses
Valorisation des doses non commandées	1 000 000 doses
Destruction des doses de vaccins non commandées	1 000 000 doses

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure de la survenue des besoins. Des bons de commandes peuvent être émis par Santé publique France jusqu'à l'échéance du présent marché. Des bons de commande peuvent s'exécuter au-delà de la date de fin du marché, pendant un délai maximum de 4 mois.

Il convient toutefois de préciser que les quantités maximales susceptibles d'être commandées ne représentent ni une estimation, ni une information sur la consommation réelle du marché. Les prestations sont dépendantes de l'utilisation effective du stock de sécurité de vaccins contre la grippe saisonnière lors de la campagne 2025/2026.

Il s'agit d'un marché de services passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée ferme de douze mois (12), à compter de sa notification au titulaire.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La réalisation des prestations s'effectue selon les conditions détaillées dans le Cahier des clauses techniques particulières du présent marché.

5.1 – Partie forfaitaire

La partie forfaitaire correspond à la réservation d'une quantité de 1 million de doses de vaccin contre la grippe saisonnière 2025-2026 et s'exécute à compter de la notification du marché.

Le titulaire s'engage à sécuriser la mise à disposition de 1 million de doses maximum de vaccin antigrippal mobilisables à tout moment par les destinataires finaux pour répondre à leurs besoins **au plus tard le 15 décembre 2025**.

Il transmet à Santé publique France les justificatifs permettant de vérifier la disponibilité effective de ces doses dès le commencement d'exécution du présent marché, la quantité maximale devant être atteinte au plus tard le 15 décembre 2025.

5.2 – Prestations à commandes

Il est précisé que le coût des doses de vaccins distribuées et effectivement délivrées par les pharmacies d'officines ou PUI (destinataires finaux) sur leur demande expresse ainsi que les dépenses associées de

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 5 sur 16

distribution seront à la charge des destinataires finaux, selon les modalités habituelles de gestion de l'approvisionnement des campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à garantir des délais de livraison des doses les plus réactifs possibles. Ces délais seront précisés et formalisés dans son offre.

Les opérations de livraison s'effectuent à partir du déclenchement d'une expression de besoins par les destinataires finaux (pharmacies d'officines et d'établissements de santé) et ce pendant toute la durée de la campagne vaccinale de la grippe saisonnière 2025-2026.

Dans ce contexte, la partie à commande correspond aux prestations suivantes :

- l'indemnisation du titulaire à hauteur de la valorisation des doses de vaccins non commandées par les destinataires finaux dans la limite de 1 million maximum de doses de vaccins antigrippaux réservées,
- la destruction par le titulaire des doses de vaccins antigrippaux non commandées par les destinataires finaux.

Sont considérées comme non commandées :

- les doses restant dans le stock du titulaire, effectivement produites et non distribuées dans les canaux habituels de distribution jusqu'à hauteur du volume de doses de vaccins réservées à l'exclusion des doses retournées par les pharmacies (erreur de commande, défaut qualité, excursion de températures...) ou qui seraient en statut quarantaine ou non conforme du fait du titulaire (mauvaise conservation, défaut qualité...).

Etablissement des bons de commande

Chaque mois ainsi qu'à la fin de la campagne vaccinale, le titulaire transmet à Santé publique France un tableau récapitulatif des doses commandées par les destinataires finaux et prises en charge dans le cadre du circuit de distribution. Ce tableau récapitulatif devra être accompagné de l'ensemble des commandes adressées par les destinataires finaux au titulaire (un modèle est présenté en annexe 5 du CCTP).

A la fin de la campagne vaccinale 2025-2026, le titulaire établit, et transmet à Santé publique France un bilan indiquant la part, sur les doses réservées, qui n'a pas donné lieu à distribution auprès des destinataires finaux. Ces doses feront l'objet d'une indemnisation sur la base d'une commande émise par Santé publique France en application du prix par dose indiqué dans l'annexe financière et de la transmission d'une facture à même hauteur.

Le titulaire indiquera dans le cadre d'un devis le poids en kg correspondant au volume de ces doses à détruire ainsi que le délai de réalisation de cette prestation. Santé publique France établit sur cette base un bon de commande en application du prix par kg indiqué dans l'annexe financière et de la transmission d'une facture à même hauteur une fois l'intégralité de la prestation réalisée. La destruction des doses qui n'ont pas pu être distribuées du fait d'un défaut qualité sera à la charge du titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution du marché.

Les prestations commandées sont indiquées dans l'annexe accompagnant le bon de commande et établies par Santé publique France sur la base des prix unitaires figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le bon de commande mentionne les éléments suivants :

- l'objet du marché,
- la date de la commande,
- le numéro de la commande,
- le numéro de référence du produit (UCD/CIP 13 ou autre permettant l'identification du produit),
- la désignation du service,
- les quantités à détruire, le cas échéant,

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 6 sur 16

- la date de destruction souhaitée, le cas échéant,
- le coût des prestations HT et TTC.

Chaque bon de commande est signé par Santé publique France ou toute autre personne ayant reçu la délégation à cet effet. Le bon de commande est adressé au titulaire par courrier électronique. Le titulaire en accuse réception.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commandes sont adressés au seul mandataire du groupement, quelle que soit la forme de ce dernier. Le mandataire du groupement a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Modification d'un bon de commande

Le bon de commande peut être modifié à tout moment par Santé publique France en cours de son exécution. Dans cette hypothèse, Santé publique France adresse un bon de commande rectificatif au titulaire qui doit formellement notifier sa bonne réception. Ce bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de réalisation des prestations.

Le bon de commande peut également être modifié en réponse à une demande du titulaire, acceptée par Santé publique France.

Si le bon de commande rectificatif a pour objet et effet de diminuer le montant de la commande, le titulaire n'a droit à aucune indemnité (en ce compris au titre d'un quelconque manque à gagner ou pertes subies).

Si le bon de commande rectificatif a pour objet et effet d'augmenter le montant de la commande, le titulaire a droit au paiement des prestations complémentaires commandées (sous réserve qu'elles soient admises dans les conditions prévues par le présent CCAP).

En conséquence, toutes modifications relatives aux quantités, dates ou aux délais de d'exécution ne peuvent intervenir qu'avec l'accord express de Santé publique France notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la commande.

5.3 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire s'engage à mettre à disposition aux destinataires finaux des produits dont la durée de validité devant couvrir l'intégralité de la campagne vaccinale 2025-2026.

Ces prestations sont directement gérées par le titulaire. Le titulaire est responsable de toute la chaîne de distribution des doses jusqu'aux destinataires finaux.

Le stockage et l'emballage des médicaments sont effectués dans les conditions définies au CCTP.

Le titulaire demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement qui pourraient être commises lors des opérations de récupération des produits pour livraison.

Le transfert des risques et de propriété aura lieu à la livraison auprès des destinataires finaux.

Les produits sont livrés auprès des destinataires finaux qui auront émis une commande au préalable auprès du titulaire indiquant précisément leurs besoins en termes de quantité, de délais et de lieux de livraison.

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 7 sur 16

Le titulaire s'engage à informer Santé publique France des plannings de livraison mis en place chaque semaine pour la livraison des doses commandées aux destinataires finaux et de toute difficulté rencontrée dans ce cadre.

Le non-respect des délais de mise à disposition des doses par le titulaire pour l'organisation de la livraison vers les destinataires finaux entraînera l'application d'une pénalité de retard telle que définie au présent CCAP.

Le titulaire transmet à Santé publique France le bilan réalisé avec un état précis des doses commandées et des doses non-commandées.

A la fin de la campagne vaccinale, et au regard de ce bilan, Santé publique France s'engage à indemniser le titulaire au regard de la valorisation des doses de vaccins qui n'auront pas fait l'objet de commandes dans le cadre des doses effectivement réservées et produites par le titulaire dans le respect du volume maximal de doses réservées à l'exception des doses qui auraient subies des avaries du fait des pharmacies ou du titulaire.

La destruction de ces doses fait l'objet d'une commande spécifique émise par Santé publique France.

Les prestations sont globalisées pour permettre l'organisation de la destruction des vaccins la plus efficiente possible en termes de délais et de coûts.

Le titulaire devra apporter la preuve de destruction à Santé publique France (bordereau de suivi des déchets et certificat de destruction).

5.4 Suivi du marché

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à Santé publique France, dans la journée de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire ne peut honorer une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai, Santé publique France.

Cette information préalable se réalise, via les coordonnées inscrites sur les bons de commandes :

- soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- soit par courriel.

Le pharmacien responsable de Santé publique France prendra alors une décision de mise à disposition partielle des produits, de différer la mise à disposition ou d'annulation de la commande.

D'une manière générale, il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché et d'informer Santé publique France de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées par Santé publique France.

Santé publique France se réserve le droit à tout moment de venir auditer le titulaire et de procéder à un inventaire des vaccins.

5.5 Clause de réexamen

En application des articles L2194-1-1 et R2194-1, le présent marché peut être modifié notamment dans les hypothèses suivantes :

- prestations de services devenues nécessaires et ne figurant pas dans le marché initial ;
- ajustement de la durée du marché, des modalités d'exécution ou des coûts des prestations, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 8 sur 16

- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- des modifications de faibles montants ;
- la prise en compte de modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de Santé publique France et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception. Les hypothèses visées ci-dessus donnent lieu, en cas d'accord des Parties sur la ou les modification(s) à apporter au marché à la conclusion d'un avenant. En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

5.6 Clause de reprise/ retour de produit

En cas de distribution de doses et de la nécessité d'organiser le retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à un évènement lié à la pharmacovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la mise à disposition d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire du marché. Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire prendra en charge la reprise des produits et leur destruction.

ARTICLE 6 – MODALITES DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

6.1 Responsable administratif et technique pour Santé publique France

La personne désignée comme responsable administratif est **la Directrice générale de Santé publique France ou son représentant.**

La personne désignée comme responsable technique par Santé publique France est **le Dr Christine Debeuret, pharmacien responsable ou son représentant.**

6.2 Responsable technique pour le titulaire

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès de Santé publique France pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le titulaire mentionne dans son offre le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des opérations.

La bonne exécution du marché suppose que le titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de Santé publique France quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné par le titulaire dans son offre est l'interlocuteur privilégié de Santé publique France pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le titulaire en avise immédiatement Santé publique France et lui indique le nom, les coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

6.3 Conditions de vérification et d'admission des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du présent marché et du CCAG-FCS.

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 9 sur 16

La vérification porte notamment sur les points suivants :

- le respect des délais de mise à disposition des produits,
- la réalisation des prestations au regard des pièces justificatives (reportings, bilans, BSD...).

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations réalisées avec les spécifications du marché.

Les contrôles sont réalisés sous la responsabilité du pharmacien responsable de Santé publique France, au regard des pièces justificatives transmises par le titulaire. Santé publique France sera informée par le titulaire de tout problème éventuellement constaté par les destinataires finaux qui lui seraient reportés. Santé publique France prononce l'admission totale, partielle, la réfaction ou le rejet.

ARTICLE 7 – PENALITES DE RETARD

Le présent article déroge au 14 du CCAG-FCS.

- Pénalités de retard en cas de non-disponibilité de la totalité des doses au 15 décembre 2025

Lorsque le délai de production de la totalité des doses est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 0,50 € TTC par dose non-disponible et par jour calendaire de retard constaté. Les pénalités commenceront à courir à compter du 16 décembre 2025.

- Pénalités de retard dans la mise à disposition des produits

Lorsque le délai de mise à disposition des produits est dépassé du fait du titulaire, pour chaque commande de produits par un destinataire final, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € TTC par jour calendaire de retard constaté. Les jours de retard pris en compte au titre du calcul des pénalités commenceront à courir après le délai de 72 heures (France Hexagonale) ou 15 jours calendaires (DROM) prévu pour la prise en compte des commandes des destinataires finaux.

Les pénalités sont retenues sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix indiqués par le titulaire sur l'annexe financière de l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres.

Les prix du marché sont pour partie forfaitaires et pour partie unitaires. Ils sont composés conformément à l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement :

- **Les prix de la partie forfaitaire** correspondent à la réservation d'une quantité de 1 million maximum de doses de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026.

Ces prestations sont exprimées en coût unitaire par dose de vaccin correspondant au fait pour le titulaire de réserver une part de sa production de doses de vaccins contre la grippe saisonnière dès leur production afin de couvrir les besoins éventuels qui seraient exprimés par les destinataires désignés par Santé publique France. Ces doses doivent donc être réservées et ne peuvent être distribuées par le titulaire dans le cadre de l'application d'autres engagements contractuels.

Le versement de la somme globale au regard de la quantité des doses réservées s'effectue sur la base d'une facture unique à réception de justificatifs permettant d'établir que le titulaire dispose bien d'une capacité de réservation de doses mobilisables pour la totalité des doses au plus tard le 15 décembre 2025.

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 10 sur 16

Le titulaire justifiera de ses capacités de production/réservation en transmettant à Santé publique France un calendrier de production/réservation hebdomadaire avec indication du volume des doses réservées à Santé publique France.

Ce coût unitaire par dose comprend tous les frais inhérents notamment à la réservation et au stockage éventuel des doses produites. Il ne doit pas inclure le coût d'acquisition du vaccin ni les coûts logistiques de distribution. En effet, le coût des doses de vaccins distribuées et effectivement délivrées par les pharmacies d'officines ou PUI (destinataires finaux) sur leur demande expresse ainsi que les dépenses associées de distribution seront à la charge des destinataires finaux, selon les modalités habituelles de gestion de l'approvisionnement des campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière.

- Les prix de la partie à commande correspondent à :

- un coût unitaire par dose de vaccin pour les prestations de valorisation pour indemnisation des doses produites mais non commandées par les destinataires finaux dans la limite du volume de doses réservées ;
- un coût unitaire par kg de produit à détruire.

Ces coûts unitaires comprennent l'intégralité des frais du titulaire. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au décommissionnement, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'aux lieux de destruction, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix indiqués par le titulaire sur l'annexe financière de l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres.

En cas d'annulation d'une prestation demandée par Santé publique France, le titulaire ne facture pas de frais d'annulation. Les seuls frais pouvant être facturés par le titulaire doivent correspondre aux frais déjà engagés en fonction de la prestation concernée, et ne sont payés par Santé publique France que sur justificatifs.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT ET DE PAIEMENT

9.1 Avance forfaitaire

Il est fait application de l'article R 2191-3 et R2191-6 à 12 et R2191-16 à 19 du Code de la Commande Publique, pour l'avance forfaitaire.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant forfaitaire du marché toutes taxes comprises. Son versement intervient en une seule fois dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du marché. Son remboursement s'effectue conformément au code de la commande publique.

Le titulaire peut renoncer à cette avance en l'indiquant sur l'acte d'engagement ou par une attestation annexée à l'acte d'engagement.

9.2 Périodicité de facturation

Le règlement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, sur service fait.

1. **La partie forfaitaire** est payée selon les termes fixés à l'article 8.
2. **Les prestations à bons de commande** sont payées après réception des factures accompagnées le cas échéant des tableaux de reporting (hebdomadaire, mensuel, bilan) et bordereaux de suivi des déchets et sur service fait.

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 11 sur 16

9.3 Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, sur service fait.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le titulaire au titre des réfections ou des pénalités.

Chaque facture est établie en un exemplaire original comportera notamment les éléments suivants:

1. le nom et l'adresse du titulaire,
2. le cas échéant, numéro de son compte bancaire ou postal,
3. la date de la facture,
4. l'intitulé du marché, le numéro du bon de commande afférent,
5. les dates d'exécution et l'objet de la prestation,
6. la nature des prestations exécutées,
7. le montant total H.T, celui de la T.V.A et son taux et le montant T.T.C de la commande,
8. les factures sont accompagnées des justificatifs le cas échéant.

Les factures sont accompagnées selon les cas des documents suivants : des reportings (états de stock détaillés, états des commandes détaillés, des procès-verbaux de destruction des produits.

La transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

N° chorus : 13002233800011

Santé publique France

Service des factures publiques

En cas de difficulté et de manière exceptionnelle, les factures peuvent être adressées en version dématérialisée au format PDF non signé à sfact@santepubliquefrance.fr

Domiciliation des paiements

Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ou de tout autre compte sur demande écrite du titulaire.

La modification des coordonnées bancaires du titulaire ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant.

Délai global de paiement

L'agent comptable de Santé publique France règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Le non-paiement dans les délais des sommes dues par Santé publique France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est dû dès le 1er jour de retard.

Le délai de 30 jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier ou d'un mail indiquant les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au règlement.

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 12 sur 16

Règlement au profit du ou des sous-traitants

Lorsque le montant du marché de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

Renseignements d'ordre comptable

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataires, sont les suivants :

- Ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement : la Directrice générale de Santé publique France
- Comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable

ARTICLE 10 – NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créance de la part du titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises.

A cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au titulaire au moment de la notification du marché.

Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix. La personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R. 2191-60 du code de la commande publique figure sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 – PERSONNEL DU TITULAIRE

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion que les agents de Santé publique France.

Le titulaire doit disposer de personnel compétent pour l'exécution de la prestation.

Protection de la main d'œuvre

Le titulaire s'engage à respecter les législations relatives au droit du travail et aux conditions de travail du pays où la main d'œuvre est employée. Il est tenu au respect des 8 conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment au titulaire, au cours de l'exécution du marché, de justifier du respect des obligations des 8 conventions de l'OIT et de lui fournir les attestations sur l'honneur correspondantes.

Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)

Si en vertu de l'article L 8222-6 du code du travail le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5, Santé publique France peut, après mise en demeure du titulaire rester sans effet dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier adressé en recommandé avec accusé réception, soit :

- appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 500 euros par jour d'infraction. Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximale de 15 jours.

Cependant, le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 du code du travail et dans la limite de 10% du montant consommé sur le marché à la date d'expiration du délai laissé au titulaire pour faire cesser la situation litigieuse.

- résilier le marché sans indemnité au titulaire.

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 13 sur 16

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données. Le titulaire s'engage également à ne prendre aucune copie (papier ou électronique) des documents qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent contrat, et à ne pas utiliser ces documents et informations à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou cotraitants français ou étrangers comme de lui-même.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

Toutefois, le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

ARTICLE 13 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES

L'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'applique.

Le marché ne porte pas sur la réalisation d'un traitement de données à caractère personnel.

Les informations qui sont recueillies dans le cadre du présent marché font l'objet de traitements informatiques au sens de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et du Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016.

Ces informations peuvent contenir les données à caractère personnelles et notamment : les noms, prénoms, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire et de Santé publique France (adresse, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique).

Ces données à caractère personnel sont collectées en vue de la bonne exécution du marché. Les destinataires des données à caractère personnel sont les personnes chargées de suivre l'exécution du marché. En aucun cas, ces données à caractère personnel ne seront transmises à des tiers.

Chaque partie est responsable des éventuels traitements de données à caractère personnel accessoires aux obligations contractuelles qu'il met en œuvre pour l'exécution du marché. Ce marché exclue toute relation de responsabilité conjointe au sens de l'article 26 du RGPD ou de sous-traitance au sens de l'article 28 du RGPD, entre les Parties.

ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire souhaite avoir recours à la sous-traitance, les sous-traitants doivent être acceptés par Santé publique France conformément à la loi du 31 décembre 1975 selon les règles prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Toutes les clauses substantielles du marché s'appliquent aux sous-traitants, et notamment celles qui concernent, les délais, les pénalités pour retard et les modalités de règlement.

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 14 sur 16

Il est rappelé au titulaire que selon la loi relative à la sous-traitance, tout sous-traitant doit être préalablement accepté et ses conditions de paiement homologuées par Santé publique France avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées.

De la même façon, il est rappelé que toute prestation sous-traitée et représentant une somme qui à ce jour est fixée à 600 € TTC peut faire l'objet d'un paiement direct selon la demande du sous-traitant. Toute demande de paiement direct faite par un sous-traitant doit être validée par le titulaire du présent marché.

ARTICLE 15 - ASSURANCES

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du titulaire. Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que Santé publique France puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le titulaire est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature, causés par la conduite des prestations objet du présent marché ou les modalités de leur exécution. Il est notamment responsable des sinistres pouvant survenir lors du transport.

ARTICLE 16 – RESILIATION

La résiliation a lieu conformément aux stipulations du chapitre 7 du CCAG FCS.

Santé publique France peut, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du titulaire, mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci par une décision de résiliation du marché.

En cas d'arrêt en cours d'exécution du marché, et selon les cas de résiliation, les sommes éventuellement dues au titulaire seront calculées au prorata du travail déjà effectué dûment justifié.

La résiliation peut être aux frais et risques du titulaire en application de ce même chapitre.

La résiliation fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par Santé publique France et notifié au titulaire.

ARTICLE 17 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu du titulaire le déploiement d'actions ayant pour objectifs de réduire son impact environnemental. Ainsi, tout au long de l'exécution du marché, le titulaire doit décliner des actions concernant les mesures prises pour réduire ou optimiser l'impact environnemental de son activité, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables. A titre d'exemple, il peut s'agir de certifications, labélisations ou de la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables », ...

Le titulaire devra également décliner des actions sociales concernant :

- les actions permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Les publics éligibles sont précisés à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS.
- les mesures mises en œuvre pour lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femmes-hommes (actions mises en œuvre envers l'ensemble des personnes affectées à l'exécution du marché, en matière de prévention et de lutte contre les discriminations au travail et promotion de l'égalité femmes-hommes (formation, diagnostic, action de GRH, etc..).
- les mesures visant à améliorer la santé au travail telles que : règles de déconnexion, charte managériale, formations dédiées, enquête(s) de satisfaction et de qualité de vie au travail menées en interne, etc.)

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 15 sur 16

- les labels et certifications obtenus ou en cours d'obtention par l'entreprise dans ce domaine (par exemple : Great place to work, Top employer, B-Corp, etc.).

Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution environnementale et sociale du contrat. Santé publique France se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle des mesures réellement mises en œuvre.

ARTICLE 18- LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Il est fait application des dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G.- F.C.S. De ce fait, un règlement à l'amiable est privilégié par Santé publique France et le titulaire dans l'hypothèse d'un différend éventuel relatif à l'interprétation du marché dans son ensemble.

Les parties pourront également recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil et dans le respect des dispositions de la Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique (NOR ECEM0917498C). L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable ou par la voie transactionnelle, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun sis 43 Rue du Général de Gaulle, Case postale n° 8630, 77000 Melun.

ARTICLE 19 - DEROGATION

L'article « documents contractuels » du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS

L'article « pénalités » du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article « Transfert de risque » du présent CCAP complète et/ou déroge en partie aux dispositions de l'article 31 du CCAG-FCS s'agissant du transfert de propriété.

L'article « suivi du marché » du présent CCP complète et/ou déroge en partie aux dispositions de l'article 3.7 du CCAG-FCS s'agissant du suivi du marché.

Fait en un seul original

Signature du Pharmacien responsable de l'Etablissement pharmaceutique de Santé publique France

A
Le

Signature du représentant du Pouvoir Adjudicateur

A
Le

Signature du titulaire

A
Le

Réservation, organisation du circuit de distribution, destruction de vaccins contre la grippe saisonnière 2025-2026	Marché public n°2025-41 Version du 30/06/2025	Santé publique France
C.C.A.P		Page 16 sur 16